



AFRIQUE/ZIMBABWE - Des milliers de fillettes et de jeunes filles contraintes à interrompre leurs études

Harare (Agence Fides) – Pauvreté, abus et traditions culturelles empêchent un tiers des fillettes du Zimbabwe de fréquenter l'école primaire et 67% l'enseignement secondaire, leur refusant ainsi une instruction de base. Selon une étude récente conduite par l'ONG Plan international, engagée dans la lutte contre la pauvreté infantile, le harcèlement et les abus sexuels y compris perpétrés par les enseignants et les parents, les difficultés culturelles, le manque de taxes scolaires, les mariages et les grossesses précoces ainsi que le travail des parents représentent des facteurs qui contribuent à l'abandon scolaire des fillettes.

Selon l'étude intitulée « Because I am a Girl », les longues distances que les enfants des zones rurales doivent parcourir pour parvenir à l'école et le grand poids supporté par les fillettes qui à la mort de leurs parents, doivent souvent prendre en charge la famille, sont d'autres facteurs qui contribuent à accroître le taux d'abandon scolaire. A cause d'un programme gouvernemental d'évacuation forcée de 2005 connu sous le nom de « Opération Murambatsvina », environ 700.000 personnes provenant des zones urbaines de tout le pays ont été expulsées, aggravant les difficultés d'accès à l'instruction pour les fillettes des familles concernées.

Dans le rapport « "Left Behind: The Impact of Zimbabwe's Forced Evictions on the Right to Education » publié en 2011, Amnesty International indique que les expulsions ont interrompu la fréquentation scolaire de 222.000 enfants environ. Au cours de l'Opération Murambatsvina, de nombreuses familles ont été éloignées de force en direction des zones rurales et de camps provisoires sans structures éducatives alors que dans certaines zones les édifices scolaires ont même été détruits. A cause de la suspension de l'approvisionnement de nombreux moyens de subsistance, les familles ne peuvent plus se permettre de payer les frais de scolarité.

Du rapport d'Amnesty International, il résulte que de nombreuses jeunes filles de Hopley, un centre habité abusif, se prostituent avec des hommes plus âgés ou mariés après avoir été éloignées de leurs maisons et après que le gouvernement n'ait pas procédé à leur réinscription scolaire. L'Opération Murambatsvina a infligé un coup dur au droit à l'instruction pour les personnes concernées qui étaient déjà parmi les plus indigentes et les plus défavorisées du Zimbabwe.

Le système éducatif du pays, autrefois considéré comme un modèle par les autres pays d'Afrique, a vu son niveau baisser constamment au cours des dix dernières années du fait de la crise économique. Dans de nombreuses écoles, les manuels manquent tout comme les matériels didactiques. En 2009, le gouvernement, en collaboration avec des agences humanitaires et les Nations unies, a promu l'Education Transition Fund, afin de faire face à la carence de matériel d'enseignement dans les écoles. Une seconde phase du programme vient d'être lancée et se concentrera sur l'accès à une instruction équitable et de qualité pour tous les enfants, en particulier en répondant à la disparité entre les sexes des élèves de l'enseignement secondaire et en offrant une seconde chance à ceux qui ne fréquentent pas le système scolaire. (AP) (Agence Fides 08/11/2011)